

Les Polonais accusent l'Allemagne de transformer l'UE en 4e Reich



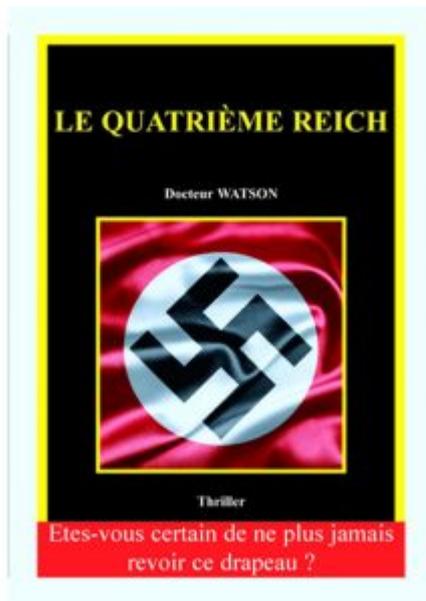
“L’Allemagne essaie de transformer l’Union Européenne en “Quatrième Reich” : voilà ce qu’a dit, vendredi dernier, le président du parti dans le gouvernement de coalition, de la gouvernance de Bruxelles qui juridiquement veut annuler la prédominance de la loi polonaise sur celle de l’Union Européenne.

Cette personne, c’est Jarosław Kaczyński, 72 ans, et président du parti “Lois polonaises et Justice” (PiS).

Il ajoute que si la Pologne est d’accord avec cette idée de soumission, la Pologne sera remise au rang de région de seconde zone, à la botte de l’Union, lire de l’Allemagne.

Kaczyński est aussi le quatrième vice-premier ministre de Pologne.

La court de justice de l'Union Européenne est un instrument utilisé pour promouvoir les idées fédéralistes de l'Union.



La Pologne et l'Union ont, depuis un certain temps, un désaccord profond, en particulier sur les réformes judiciaires initiées par PiS en 2015.

La Pologne accuse l'Union d'atteinte à sa souveraineté et s'engage à combattre sa bureaucratie après que celle-ci l'a mise en accusation devant le tribunal de l'Union pour atteinte aux lois européennes.

En effet, en octobre, la Cour Constitutionnelle de Pologne a confirmé la suprématie des lois polonaises dans les cas où celles-ci seraient en conflit avec celles de l'Union. En novembre, la même Court a jugé que le Pacte des droits européens n'était pas compatible avec la Constitution polonaise.

Au cours d'une intervention à la télévision nationale, le premier ministre Matheus Morawiecki, 53 ans, a enfoncé le clou en affirmant que l'Union montre une dérive vers le centralisme bureaucratique à Bruxelles, et que cela doit cesser.

Lors de la visite du Chancelier allemand Olof Scholz,

récemment à Varsovie, le premier ministre polonaise Morawiecki a déclaré que le soutien apporté par le gouvernement allemande à l'idée de fédéralisme pour l'Europe est une idée utopique et par là dangereuse.

Après les décisions de la Cour Constitutionnelle en octobre la rumeur de Polesxit enfle en Pologne et à l'extérieur.

Jean-Claude Jourdan